

*26^e session
de la Conférence*

*Déclaration de
Monsieur Edouard Saouma
Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture*



Rome, 9-28 novembre 1991

*26^e session
de la Conférence*

*Déclaration de
Monsieur Edouard Saouma
Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture*

Rome, 9-28 novembre 1991

*Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

Accélération de l'histoire

Il est devenu banal de dire que tous les grands problèmes se sont mondialisés. L'interdépendance est un fait que tout le monde reconnaît aujourd'hui. Chaque décision prise dans un grand pays risque de se répercuter sur tous les autres.

Or, à peine avons-nous assimilé cette notion, à peine commençons-nous à en tirer les conséquences qu'un phénomène entièrement nouveau vient compliquer notre effort d'analyse et notre recherche de grandes orientations capables de mener à un nouvel ordre mondial: je veux parler de la soudaine et prodigieuse accélération que l'histoire connaît depuis deux ou trois ans.

Le cours des choses se précipite; des systèmes politiques et économiques régissant des centaines de millions d'êtres humains s'effondrent à grand bruit; des nations longtemps assujetties retrouvent leur indépendance. Tout va si vite, et l'actualité fourmille de tant d'indications contradictoires, qu'essayer de dégager quelques grandes lignes relève de la gageure.

Espoirs ...

2 Dans cette évolution qui s'emballe sous nos yeux, éléments positifs et négatifs s'entremêlent d'une façon souvent inextricable. Une dynamique de paix et de dialogue commence à s'instaurer: détente et avènement d'une ère de coopération Est-Ouest; réduction des armements qui devrait ouvrir des perspectives nouvelles pour l'aide au développement; démocratisation, nouvel envol de la liberté, retour en force du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, fin de l'*apartheid*; apaisement progressif des drames qui éprouvent l'Afghanistan, El Salvador et combien d'autres pays. Tout cela devrait nous emplir d'une joie sans mélange et nous ouvrir à des espoirs exaltants.

... et menaces

Pourquoi faut-il que ces heureux progrès s'accompagnent de convulsions d'une violence inouïe? Chaque fois que l'on parvient à maîtriser le feu en un point du globe, d'autres

incendies éclatent ailleurs. Les nationalismes s'exaspèrent et débouchent sur des conflits sanglants. La récession économique et le chômage continuent de sévir dans les pays avancés. En outre, ces dernières années – et notamment 1991 – ont été particulièrement fertiles en catastrophes naturelles aussi meurtrières que destructrices.

Jamais autant d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont souffert de la faim. Jamais autant de réfugiés ne se sont pressés sur les routes ou entassés sur de dérisoires embarcations. Jamais les besoins d'assistance technique et humanitaire sous toutes ses formes – y compris l'aide alimentaire – n'ont été aussi grands, non seulement en Afrique et dans les autres régions en développement, mais aussi au Nord, dans cette Europe de l'Est où tous les systèmes de production et de distribution sont à refondre.

3

Regain de prestige des Nations Unies

Une conjoncture aussi complexe met à l'épreuve, d'une façon radicale, notre capacité de nous hausser à la dimension des risques et des chances qui caractérisent notre époque, et d'assumer pleinement nos obligations humaines dans le respect mutuel.

Au milieu du désarroi que suscite une telle situation, il apparaît évident que le système des Nations Unies, naguère si

décrié par tant d'esprits critiques, a pris une stature et une autorité nouvelles. Qu'il s'agisse des problèmes de la paix, des moyens de faire face aux grandes crises économiques et sociales, des menaces mortelles qui pèsent sur l'environnement ou de l'action à mener en cas d'épidémie ou de catastrophe naturelle majeure, tout le monde s'accorde désormais à reconnaître qu'à l'échelle mondiale ce système est seul capable d'affronter les risques et de saisir les chances dont je parlais à l'instant.

4 Ce regain de prestige et de confiance tient assurément à des capacités d'intervention concrètes, mais plus encore au fait que l'ONU et les institutions spécialisées offrent un espace qui n'a pas d'équivalent pour le dialogue et la concertation, l'analyse des problèmes et la découverte de solutions. Si un nouvel ordre international doit voir le jour, il ne pourra naître que dans et par la famille des Nations Unies.

Pour que l'action de cette famille soit en mesure d'affronter les crises et les bouleversements actuels, les Etats Membres ne doivent pas se borner à en reconnaître l'utilité: il faudrait qu'ils puissent doter nos institutions de moyens et de ressources correspondant à l'augmentation vertigineuse des besoins et à l'ampleur du travail qu'ils attendent de nous.

Des moyens limités

Or, il faut bien s'en rendre compte, la persistance ou même l'aggravation des maux dont souffre l'économie mondiale interdit pour le moment le soutien matériel massif qui serait nécessaire. Parmi les Etats Membres, les uns sont pauvres et ne cessent de s'appauvrir, et les autres connaissent des difficultés et des déséquilibres tels qu'ils ne peuvent dégager les ressources voulues. C'est ainsi que l'aide publique au développement – dont l'objectif de 0,7 pour cent du PNB n'a jamais été atteint – ne fait que stagner en termes réels, et que les transferts de technologies pourtant indispensables se trouvent freinés par la réduction des budgets.

5

Quant aux flux commerciaux et privés, ils sont tombés, dès le début de la crise d'endettement des années 80, à des niveaux désastreux, et n'ont pas encore donné signe de redressement.

Il ne s'agit pas de considérer cet état de choses comme normal et d'en prendre son parti; il s'agit de reconnaître qu'il existe et, dans l'attente de jours meilleurs, de moduler notre action en conséquence, en nous efforçant de sauvegarder l'essentiel, et donc en précisant et affûtant nos priorités. Etant donné la rapidité de l'évolution, l'apparition de besoins nouveaux et la manière dont les problèmes se déplacent, cela exige de nos institutions plus de souplesse, de lucidité,

d'imagination et d'énergie qu'à aucun moment de leur histoire.

Tel est, Monsieur le Président, le contexte dans lequel s'ouvre la vingt-sixième session de la Conférence. La situation que je viens d'évoquer affecte la FAO comme toutes les organisations sœurs. Il suffira d'ajouter quelques précisions propres à notre domaine spécifique.

Situation alimentaire et agricole

6

Je ne vais pas évoquer ici trop longuement les données matérielles de ce que nous appelons traditionnellement «la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture». Mais il nous faut rappeler que les disponibilités sont actuellement suffisantes pour couvrir les besoins de toute la population du globe. Pourtant, le fait important, c'est que la demande *solvable* reste très en deçà de ces besoins. En termes concrets, cela veut dire que plus d'un demi-milliard d'êtres humains souffre de la faim et qu'un nombre plus élevé encore connaît la malnutrition, faute de disposer des moyens nécessaires pour se procurer une nourriture adéquate. Pendant que les pays avancés doivent affronter de difficiles problèmes d'excédents, la pauvreté interdit à des centaines de millions de nos semblables l'accès à la sécurité alimentaire.

Pauvreté des personnes, pauvreté des pays. Dans le monde en développement, où l'agriculture constitue souvent la principale source de revenus, la baisse persistante des cours des matières premières fait diminuer les recettes et accélère l'appauvrissement. En fait, les prix des produits agricoles de base sont aujourd'hui à la moitié de leur niveau de 1980, lui-même point bas de la décennie précédente; nul n'envisage un redressement prochain. L'aide internationale n'est-elle pas alors un palliatif dérisoire et sans perspective de succès? Un progrès sur les prix représenterait des ressources bien plus considérables, sans contraindre les pays en développement à pressurer encore davantage leurs ressources naturelles pour compenser par les quantités ce que la chute des cours leur soustrait.

7

De plus, depuis 10 ans, la majorité des pays en développement sont écrasés par les charges d'une dette étouffante, dont bien peu ont pu desserrer l'étau. Les ressources qu'ils doivent sacrifier à réparer le passé ne peuvent, évidemment, leur servir à préparer leur futur. Tous les secteurs en souffrent, et l'agriculture au premier chef. La recherche d'initiatives internationales pour résoudre cette contradiction progresse, hélas, bien lentement.

De leur côté, la Banque mondiale et le FMI proposent des remèdes parfois trop énergiques. Peut-on en attendre une solution? Il est trop tôt pour le dire: au bout de quatre ou cinq

ans, on en perçoit surtout les conséquences négatives sur le plan social, mais les effets bénéfiques ne pourront se manifester pleinement qu'au bout de 15 ou 20 ans. La Banque et le Fonds doivent donc poursuivre leurs efforts, tout en s'attachant à réduire le coût social des ajustements qu'ils préconisent.

8

Les prix des produits agricoles des pays développés s'affaiblissent eux aussi, et le mécontentement des agriculteurs de ces pays s'exprime parfois avec violence, malgré les milliards de dollars de subventions dont ils bénéficient. Bref, le malaise des producteurs agricoles est un phénomène universel, mais c'est seulement dans les pays riches qu'il se manifeste avec assez de force pour arracher aux autorités une aide importante. Or, si l'agriculture des pays avancés a besoin de subventions, comment ne pas admettre leur nécessité, dans certaines situations, pour les pays pauvres?

Des difficultés parfois plus menaçantes encore se posent dans le domaine de l'écologie. Il serait trop long d'exposer ici comment la pauvreté, jointe à une démographie galopante, met l'environnement en péril. Surexploitation et dégradation accélérée des terres marginales, déforestation, marche irréversible vers la désertification – tous ces phénomènes vous sont hélas bien connus, et vous aurez à en débattre au titre du point 7 de votre ordre du jour.

Le rôle de la FAO

Comment la FAO a-t-elle réagi aux situations que je viens d'évoquer? Nous avons été très sollicités, et nous nous sommes à chaque fois efforcés d'intervenir avec un maximum d'efficacité, souvent en nous joignant à d'autres pour des missions humanitaires, dans la limite des ressources disponibles. Au-delà des réactions immédiates, dictées par l'esprit de solidarité internationale qui est notre raison d'être, de telles demandes soulèvent inévitablement une question fondamentale: quels doivent être le rôle de la FAO et ses moyens d'action?

C'est notre Acte constitutif qui, en son Article premier, énonce les grandes fonctions de notre Organisation. Elles se résument ainsi: réunir, traiter et diffuser l'information touchant les domaines de notre compétence; offrir aux Etats Membres un lieu de dialogue et de concertation; leur donner avis et conseils sur l'élaboration des politiques; leur apporter l'assistance technique qu'ils demandent.

Suivant les circonstances et à mesure que les besoins des pays évoluent, tel ou tel aspect de notre mission peut sembler, à un moment donné, revêtir plus d'importance que d'autres. Mais en fait, ces différents rôles forment un tout inséparable dont les éléments sont interdépendants: en analysant l'information, en écoutant les débats de nos Etats Membres,

nous renforçons notre capacité de formuler des avis sur les politiques à envisager et de bien orienter notre action sur le terrain. Inversement, notre expérience du travail de terrain nourrit et précise notre réflexion et enrichit notre connaissance. S'il est vrai que nous devons parfois privilégier tel aspect plutôt que tel autre – par exemple, l'action concrète lorsque de nombreuses situations d'urgence l'exigent –, il n'y a dans le mandat qui nous incombe aucune opposition entre le théorique et le pratique: ce sont les facettes d'une seule et même vocation. Comme dit le proverbe chinois, il faut marcher sur ses deux jambes.

10

Nous ne saurions sans manquer à notre devoir renoncer à aucun des rôles que définit notre Acte constitutif. Pour les différentes catégories d'activités que je viens d'évoquer, nous occupons une position qui n'a pas d'équivalent dans le monde.

D'une part, nous recevons de nos Etats Membres et de nos agents dans les pays et les régions une masse d'informations que nul autre que nous ne serait en mesure de rassembler et qui nous permettent de dégager certains principes susceptibles de régir les comportements dans les domaines de notre compétence. Je suis fier de pouvoir dire que jamais la FAO n'a poussé aussi loin le travail qui relève de cette catégorie, qu'il s'agisse de notre système d'information et d'alerte rapide, que nous ne cessons de renforcer, ou de nos activités

normatives sur les produits alimentaires, l'emploi des pesticides, les ressources phytogénétiques, etc.

D'autre part, notre action sur le terrain revêt une originalité, une spécificité qui la rendent irremplaçable. Qui d'autre que nous aurait pu coordonner à une si vaste échelle la lutte antiacridienne, ou, pour prendre un exemple tout récent, organiser et mener à bien une campagne qui a permis de bloquer l'expansion de la redoutable lucilie bouchère vers les pays riverains de la Méditerranée? Assurément, le secteur privé et les programmes bilatéraux, qui disposent de moyens considérables, ont un rôle à jouer, et nous ne cherchons pas à marcher sur leurs brisées. Mais notre richesse à nous réside dans notre universalité, dans la diversité des personnes, des cultures et des techniques auxquelles nous pouvons faire appel, dans notre expérience et notre ancienneté, et surtout dans notre indépendance et notre impartialité, dans notre absence de toute motivation politique ou commerciale. Nous n'entendons pas supplanter les autres formes d'action au service du développement, mais nous leur apportons un complément indispensable, et rien ne saurait nous faire renoncer à cet aspect fondamental de notre mission.

11

Nous ne nourrissons pas pour autant des ambitions ou des prétentions démesurées. Nous savons que notre poids dans l'économie agricole du monde est limité. Nous ne sommes pas un ministère mondial de l'agriculture. Nous offrons un

espace d'échange, de dialogue, de concertation et de coopération au bénéfice des agriculteurs, des forestiers et des pêcheurs – mais aussi des consommateurs et de ceux qui font commerce des produits agricoles. Nous fournissons à l'intention de toutes ces catégories d'utilisateurs une gamme très étendue de services et d'informations.

12

Pour diverse qu'elle soit, notre action présente une très forte homogénéité: sous la conduite des gouvernements qui définissent nos politiques, notre travail forme un tout dont les éléments sont solidement reliés entre eux et intégrés. Suivant un rigoureux processus d'évaluation et de contrôle, nous rendons périodiquement compte de notre action à nos mandants. A l'échelle des problèmes mondiaux, notre Organisation est petite mais importante, car nous constituons un outil forgé par les Etats Membres eux-mêmes et qui fonctionne bien, même si son action demeure souvent inconnue du grand public – je songe par exemple au travail que nous menons en commun avec l'Agence internationale de l'énergie atomique dans la recherche d'utilisations des techniques nucléaires au service du développement agricole.

La FAO en 1990-1991

Monsieur le Président, c'est dans cette perspective que je voudrais examiner avec vous ce que la FAO a fait au cours de

l'exercice qui s'achève et ce qu'elle envisage de faire dans celui qui va s'ouvrir.

Mise en œuvre des conclusions de l'Examen

Deux facteurs ont exercé une influence prépondérante sur notre travail pendant l'exercice 1990-1991: d'une part, la Conférence nous avait chargés de mettre en œuvre les conclusions de l'Examen de certains aspects des buts et opérations de la FAO.

Je ne crois pas qu'aucune autre institution des Nations Unies ait jamais été scrutée de façon aussi exhaustive et approfondie que la FAO l'a été dans le cadre de cet examen. Il est réconfortant de constater qu'au terme d'une étude aussi méticuleuse l'unanimité se soit faite, depuis les experts indépendants jusqu'à la Conférence, en passant par le Comité du programme, le Comité financier et le Conseil: tous ont estimé que la FAO est fondamentalement saine et n'a besoin que d'être renforcée.

La mise en œuvre des recommandations qui nous étaient adressées supposait des ressources supplémentaires, que j'avais estimées à 27 millions de dollars. Nous n'avons reçu aucun montant additionnel pour cet objet. Pourtant, mes collègues et moi sommes parvenus à faire presque tout ce que vous attendiez de nous dans ce domaine. Je ne veux pas

m'étendre sur la somme d'énergie, de travail et d'ingéniosité que notre Secrétariat a dû déployer, ni sur les sacrifices qu'il lui a fallu consentir pour arriver à ce résultat. Quoiqu'il en soit, je suis heureux de pouvoir dire qu'aujourd'hui la FAO a déjà fortement progressé dans le sens de vos souhaits.

Situation financière

D'autre part, nous avons dû faire face à la pire situation financière que l'Organisation ait connue depuis sa création. Cette situation nous a occasionné de grandes difficultés dans l'exécution du Programme de travail et budget en 1990-1991. Je vous en résume les aspects les plus saillants.

14

Premièrement, nos ressources se sont trouvées amputées par de gros retards dans le versement des contributions. Songez qu'à l'heure actuelle une vingtaine de pays risquent de perdre leur droit de vote parce que leurs arriérés dépassent trois ans de contributions – c'est-à-dire plus qu'il n'est prévu à l'Article III, paragraphe 4 de l'Acte constitutif.

Deuxièmement, il nous a fallu absorber des augmentations de coûts qui étaient imprévisibles et qui portaient notamment sur les rémunérations et les charges sociales. Troisièmement, les difficultés financières exercent un puissant effet négatif sur nos ressources en personnel: la diminution prévue des prestations de retraite a provoqué de nombreux départs anticipés, et nous avons beaucoup de mal à combler les vides ainsi créés, parce que les traitements et conditions d'emploi

que nous pouvons offrir n'attirent guère de compétences nouvelles.

Pour faire face à nos obligations les plus impérieuses, il nous a fallu pour la première fois, au cours de cet exercice, recourir à l'emprunt, y compris auprès d'établissements commerciaux. Nous l'avons fait à contrecœur; même si le règlement de certaines créances importantes nous a permis de nous libérer rapidement, une telle situation est tout à fait anormale, coûteuse pour l'Organisation et génératrice d'instabilité. A l'heure actuelle, nous avons quelque raison de croire à une amélioration prochaine, notre principal contributeur ayant commencé à régler ses arriérés.

15

● Développement durable

Pendant l'exercice qui touche à sa fin, nous avons mis l'accent sur les problèmes considérés comme prioritaires par nos Etats Membres – à savoir le conseil et l'appui en matière de politiques, l'environnement et le développement durable, les forêts, l'intégration des femmes dans le développement, les préparatifs de la Conférence internationale de 1992 sur la nutrition. Toutes ces questions figurent à votre ordre du jour, et je ne veux pas anticiper sur les débats que vous allez leur consacrer. Je signalerai seulement que l'obligation de préserver l'outil de production – à savoir la terre et sa productivité – impose aux pays en développement un fardeau

supplémentaire qu'ils ne seraient guère en état de supporter sans l'appui de la solidarité internationale. C'est dans cet esprit que nous avons élaboré un premier programme mondial de développement durable de l'agriculture. Présenté d'abord à la Conférence sur le thème «agriculture et environnement» qui s'est tenue aux Pays-Bas en avril dernier, approuvé ensuite par le Conseil de la FAO, ce plan formera la base de notre contribution à la grande conférence que les Nations Unies vont consacrer à cette question capitale et qui se tiendra à Rio de Janeiro en juin 1992.

Nous attachons une importance primordiale à la manière dont l'homme doit réaliser le mariage entre développement et environnement en assumant toute sa responsabilité de gestionnaire du patrimoine de ressources naturelles du globe. C'est dans ce cadre que s'inscrit notamment notre action touchant les forêts, définie en particulier dans notre Programme d'action forestier tropical.

La FAO en 1992-1993 et par la suite

Comment allons-nous affronter les responsabilités qui nous attendent en 1992-1993 et dans les années à venir? Cela dépendra en premier lieu de nos Etats Membres.

Composition de l'Organisation

A cet égard, je ne saurais passer sous silence une éventuelle modification dans la composition de notre Organisation. La présente session de la Conférence sera saisie de plusieurs demandes d'admission à la qualité de membre, ce qui témoigne du dynamisme de notre Organisation et de la place fondamentale qu'elle occupe dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. Je me félicite tout particulièrement de la candidature des trois Etats baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie – Etats qui ont déjà pris place au sein de l'ONU et qui souhaitent désormais adhérer à la FAO. En outre, l'Afrique du Sud demande à être réadmise à la qualité de membre, et les Etats-Unis demandent l'admission de Porto Rico en qualité de membre associé. Je me réjouis de ces diverses candidatures, car elles vont, je l'espère fermement, permettre à notre famille de s'agrandir et rapprocher l'Organisation de l'universalité à laquelle elle a vocation.

Par ailleurs, la Communauté économique européenne a l'intention de poser sa candidature pour devenir membre de plein droit de l'Organisation, si la présente session de la Conférence adopte certains amendements aux Textes fondamentaux.

Monsieur le Président, je tiens à ajouter quelques mots au sujet de la proposition visant à amender les Textes fondamentaux de la FAO, de manière à prévoir les modalités selon lesquelles des organisations d'intégration économique régionale pourraient accéder au statut de membre. Depuis quelques années, les organisations d'intégration économique régionale comme la Communauté européenne et le rôle qu'elles jouent dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture prennent une importance grandissante. C'est pourquoi leur participation au processus de prise de décisions, dans des institutions comme la FAO, doit être à la mesure d'un tel rôle. La Communauté économique européenne s'est déjà révélée un partenaire précieux pour traiter des problèmes essentiels de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde. Il incombe à la présente session de la Conférence de décider s'il faut réviser les Textes fondamentaux afin de reconnaître ce rôle et d'autoriser l'adhésion à la FAO, selon des modalités spécifiques, des organisations d'intégration économique régionale auxquelles les Etats Membres ont délégué des compétences dans certains domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Nous nous trouvons, Monsieur le Président, à un tournant de l'histoire: je suis persuadé que l'ensemble du système des Nations Unies suivra de très près l'issue de vos délibérations car, ne l'oublions pas, la FAO fait en la matière œuvre de pionnier.

Programme de travail et budget

De toute évidence, c'est votre assemblée plénière qui va déterminer notre action durant l'exercice à venir par les décisions qu'elle va prendre au sujet du Programme de travail et budget. Pour la première fois, nos propositions s'inscrivent dans le plan à moyen terme pour la période 1992-1997 sur lequel vous êtes appelés aussi à vous prononcer. Ce plan à moyen terme est l'un des résultats les plus importants émanant de l'Examen de la FAO. Pour préparer ce document de caractère nouveau, nous avons exploité l'expérience acquise antérieurement par l'Organisation dans la planification à moyen terme; nous nous sommes efforcés également de tirer profit le plus possible de l'expérience des autres Organisations du système des Nations Unies.

19

En réponse au vœu de la Conférence que ce plan puisse constituer une base pour les programmes de travail et budgets des six prochaines années, j'espère que vous y trouverez le contexte approprié pour juger des objectifs que nous devons poursuivre, des orientations de nos politiques et des priorités à fixer.

Je suis heureux que ces diverses propositions aient emporté l'assentiment du Comité du programme et du Comité financier, qui les ont examinées avec leur soin habituel. Les

priorités que nous avons définies ont été approuvées sans *aucun* désaccord, les seules divergences de vues qui se sont exprimées portant sur les moyens de financement. Je suis persuadé que la Conférence trouvera, dans sa sagesse, le moyen de surmonter ces différences mineures et qu'elle parviendra facilement à un consensus sur le budget.

20

Il me paraît très important, en effet, que notre Programme de travail et budget soit adopté par consensus, au moment où nous devons concentrer toutes nos énergies dans un effort unanime pour faire face aux défis qui nous assaillent. Pour permettre un tel consensus, j'ai fait le maximum afin de surmonter le dilemme suivant: d'une part, la situation telle que je l'ai évoquée, les besoins d'aide grandissants et le volume croissant des services que les Etats Membres attendent de nous auraient amplement justifié une expansion substantielle de nos programmes. D'autre part, une majoration notable des contributions serait inacceptable pour de nombreux Etats Membres, puisque certains d'entre eux ne parviennent même pas à s'acquitter de leurs obligations actuelles. Dès lors, après mûre réflexion et non sans regret, j'ai été amené à proposer, comme solution de compromis, un niveau de budget qui, je l'espère, pourra être approuvé par consensus. Mieux vaut s'arranger tant bien que mal d'une situation difficile si la cohésion entre tous nos Etats Membres peut ainsi être assurée.

Les enjeux du futur

Monsieur le Président, je voudrais maintenant évoquer à grands traits, dans une perspective plus large, les principaux enjeux de l'agriculture mondiale dans les années à venir et les missions que la FAO va devoir assumer en conséquence.

Europe de l'Est

D'une part, les pays de l'Europe de l'Est, depuis notre dernière Conférence en novembre 1989, ont basculé dans la transformation vertigineuse qui les conduit de la collectivisation au marché. Les périls sont extrêmes; tous, nous avons intérêt à parer l'effondrement de ces agricultures en transition. La FAO se tient prête à fournir, dans toute la mesure possible et pendant toute la durée nécessaire, l'aide que les pays intéressés lui demanderont pour les aider à franchir ce passage délicat: apporter avis et conseils aux Etats Membres est une mission inscrite dans notre Acte constitutif. Reste à savoir ce qui va se passer en attendant que les nouveaux systèmes arrivent au stade du décollage et de la rentabilité. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement – dont le dynamique Président a prononcé la Conférence McDougall à l'ouverture de nos travaux – est appelée à jouer un rôle crucial à cet égard, et je tiens à saluer sa création.

La communauté internationale doit donc injecter dans ces pays beaucoup de capitaux et de technologies, ainsi qu'une importante aide alimentaire. Est-il possible d'éviter que cela se fasse au détriment des pays en développement? Question capitale, qui ne peut trouver de réponse que par la concertation, la mise en commun des idées, des savoir-faire, des ressources et des moyens logistiques et autres de tous les donateurs éventuels. Là encore, la FAO est prête à mettre son expérience et sa compétence au service de la communauté internationale.

Pays avancés

22

D'autre part, le secteur agricole des pays avancés demeure fragile et vulnérable malgré son extraordinaire efficacité, et semble lui aussi atteindre un tournant de son histoire. Même dans les pays où ils ne représentent plus qu'une petite minorité de la population active, les agriculteurs conservent un poids considérable auprès des gouvernements; lorsqu'ils sont en proie au malaise, les répercussions sur la vie politique et économique peuvent prendre des proportions surprenantes. Cela tient au fait que même les sociétés les plus industrialisées et les plus prospères ont toujours besoin de l'agriculture. Mais voici que l'engagement des pays industrialisés dans des négociations agricoles au GATT remet profondément en cause l'arsenal de protections et d'encadrement qui avait jusqu'ici servi à concilier progrès

technique et équité sociale. Avec quelles précautions se prépare là aussi cette évolution!

Pays en développement

Mais les problèmes de l'agriculture en Europe de l'Est et dans les pays avancés ne doivent pas masquer l'immense détresse du monde paysan et les difficultés sans nombre du secteur agricole dans les pays en développement.

C'est là que se joue le destin de la grande majorité de l'humanité et, en fin de compte, celui de tous. Endettement, flux financiers, environnement, matières premières, débouchés, migrations – lequel de ces sujets peut recevoir une solution qui n'engage pas à la fois les pays du Nord et les pays du Sud?

Tant que les cours des produits primaires n'auront pas retrouvé un niveau et une stabilité assurant aux producteurs une rémunération convenable et aux pays exportateurs des recettes suffisantes, tant que les principaux obstacles technologiques et économiques à l'essor de la production agricole dans le respect des ressources naturelles n'auront pas été levés, il sera vain de parler d'éradication de la faim et de développement durable.

Les efforts des pays en développement pour surmonter leurs handicaps et s'ajuster à la mondialisation des économies sont poignants; ils ne peuvent réussir sans un nouvel ordre international qui leur assure les moyens du progrès et prévienne les évolutions commerciales contraires. Le rôle des institutions techniques et financières internationales, celui de la Banque mondiale en particulier, est des plus importants à cet égard. Il est essentiel que les ressources et les moyens d'intervention de ces organisations soient portés à la hauteur du défi que nous devons, tous ensemble, relever.

Conclusion

Je crois fermement que notre Organisation peut et doit jouer à cet égard un rôle irremplaçable, tant sur le plan des politiques que sur celui de l'action concrète.

A ce moment précis de l'histoire, tous les Etats Membres, quels que soient leur niveau de développement et les problèmes qui se posent à eux, doivent pouvoir compter sur la FAO – c'est-à-dire à la fois sur la solidarité sans défaillance de tous les pays qui composent notre communauté et sur les services que peut fournir notre Secrétariat. Les avis que vous allez exprimer, les grandes lignes que vous allez définir, les décisions que vous allez prendre à cette vingt-sixième session

de la Conférence revêtent par conséquent une importance exceptionnelle. C'est donc avec une ferveur toute particulière que je forme des vœux pour le plein succès de vos travaux.

Je vous remercie.

W/U5450

